

HOOFDSTUK III. — *Herstel na exploitatie*

Art. 37. De tanks die vloeibare afvalstoffen hebben bevat worden geledigd, gereinigd en, in voorkomend geval, schoongespoeld en ontsmet.

TITEL IV. — *Verplaatsbare recipiënten*HOOFDSTUK I. — *Vestiging en bouw*

Art. 38. Als de afvalstoffen in verplaatsbare recipiënten opgeslagen worden, zijn deze voorzien van informatie ter identificatie van de afval, alsook van de desbetreffende gevaarsymbolen.

Art. 39. § 1. De vloeibare afvalstoffen opgeslagen in tanks met enkelvoudige wand worden geplaatst in een lekvrije retentiebak, kuip of kuil met de volgende kenmerken :

- 1° de wanden van de kuip vertonen voldoende mechanische weerstand en chemische inertie t.o.v. die vloeistoffen;
- 2° de kuip is van geen enkele opening voorzien, behalve die welke noodzakelijk zijn voor de opslagleidingen, en is meer bepaald niet rechtstreeks aangesloten op een openbare riolering;
- 3° de kuip heeft een totale capaciteit gelijk aan of groter dan de hoogste van de volgende waarden :
 - a) de helft van de totale capaciteit van de recipiënten die ze inhoudt;
 - b) de capaciteit van de grootste recipiënt verhoogd met 25 % van het totale volume van de overige recipiënten.

§ 2. In afwijking van § 1 mogen de verplaatsbare recipiënten geplaatst worden in een lekvrije opslagruimte die aangesloten is op een systeem voor de interne inzameling van de vloeistoffen.

HOOFDSTUK II. — *Exploitatie*

Art. 40. Het is verboden in dezelfde kuip of retentiebak vloeibare afvalstoffen op te slaan die een gevaarlijke reactie kunnen veroorzaken als ze met elkaar in contact komen.

Art. 41. De nodige maatregelen worden getroffen om te voorkomen dat de toevallig verspreide vloeistof de in dezelfde kuip geplaatste verplaatsbare recipiënten door chemische aanval zou aantasten of beschadigen.

Art. 42. Verplaatsbare recipiënten die vloeibare afvalstoffen hebben bevat of die daardoor besmet werden worden opgeslagen in een opslagruimte voorzien van een stevige en dichte bekleding die uit vuurvaste en chemisch inerte materialen vervaardigd is.

TITEL V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 43. Dit besluit is van toepassing op de inrichtingen die uiterlijk 1 januari 2008 bestaan.

In afwijking van het eerste lid is artikel 30 niet van toepassing op de bestaande inrichtingen.

Art. 44. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 november 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 4987

[2006/203967]

23 NOVEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de stockage temporaire de déchets dangereux

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 40.539/4, donné le 26 juin 2006 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que le présent arrêté a été communiqué à la Commission européenne conformément à l'article 8 de la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information; que la Commission européenne n'a pas fait d'observation sur le présent arrêté;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — *Dispositions communes*CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux installations de stockage temporaire de déchets dangereux tels que définis à l'article 2, 5^o, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets lorsque la capacité de stockage est supérieure à 250 kg et inférieure ou égale à 1 t visées par la rubrique 63.12.05.04.01 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrétant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1° installation de stockage temporaire : une installation où les déchets sont stockés avant leur transport en vue d'un regroupement, d'un prétraitement, d'une valorisation ou d'une élimination hors du site de production;

2° déchets liquides : les déchets dangereux à l'état liquide;

3° déchets solides : les déchets dangereux à l'état solide;

4° réservoir aérien : un réservoir qui peut être soit placé à l'air libre, soit dans un local souterrain ou non, soit dans une fosse non remblayée. Un réservoir aérien non accessible est un réservoir dont au moins une des parois n'est pas visible;

5° réservoir enterré : un réservoir qui se trouve totalement ou partiellement en dessous du niveau du sol et dont les parois sont directement en contact avec la terre environnante;

6° récipient mobile : tout fût, bidon ou conteneur destiné à contenir des déchets dangereux;

7° expert compétent : une personne ou un service technique accrédité suivant la norme ISO/CEI 17020;

8° établissement existant : un établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Art. 3. Les aires de stockage réservées aux déchets solides sont couvertes. Lorsque ces déchets présentent des caractéristiques physico-chimiques incompatibles, ils sont répartis dans des compartiments. Les murs, murets ou écrans délimitant les divers compartiments sont construits en maçonnerie, en béton ou en d'autres matériaux incombustibles présentant des résistances mécanique et au feu équivalentes.

A défaut, les déchets sont stockés dans des récipients étanches.

Art. 4. Les aires de stockage de déchets liquides et leurs accessoires tels que les tuyauteries, les vannes et les pompes sont efficacement protégés de tout risque de collision avec les véhicules circulant dans l'établissement.

Art. 5. Les déchets liquides sont stockés dans des récipients ou réservoirs résistant à la corrosion ou à toute autre attaque en provenance des produits qu'ils contiennent.

Art. 6. Toute aire de stockage de déchets dangereux à l'air libre, située dans un endroit accessible par des personnes extérieures au site de stockage, est entourée d'une clôture d'une hauteur minimale de deux mètres. D'autres moyens matériels, solides et placés à demeure, peuvent être utilisés pour autant qu'ils assurent un degré de protection et de sécurité équivalent à celui dudit grillage. Une approche aisée des véhicules du service régional d'incendie vers l'aire de stockage à partir de la voie publique est assurée.

Art. 7. La stabilité des réservoirs et récipients mobiles est assurée en toute circonstance. Ils reposent sur une assise telle que des tensions excessives ou des tassements inégaux ne puissent en provoquer le renversement ou la rupture.

Art. 8. Les réservoirs et les récipients sont disposés de manière telle qu'ils puissent être aisément inspectés et entretenus, tant de l'extérieur que de l'intérieur.

Art. 9. Les orifices de remplissage sont placés dans un dispositif étanche de recueil des liquides non relié directement à l'égout public.

Les équipements de transvasement sont munis de dispositifs de sécurité afin de minimiser les conséquences d'une panne ou d'une fausse manœuvre.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Art. 10. Les déchets liquides inflammables sont stockés sur une aire de stockage séparée des immeubles voisins, des voies publiques et des zones fréquentées par le public, des stocks, machines et appareils de l'établissement qui présentent des risques d'incendie ou d'explosion.

Art. 11. L'exploitant est tenu de disposer d'un plan de travail. Ce plan de travail comprend au moins :

1° les instructions destinées au personnel en cas d'incendie ou d'accident;

2° les instructions relatives à la manipulation, au stockage et à l'évacuation des déchets dangereux dans le respect des présentes conditions et des dispositions de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux.

Art. 12. Dès qu'il est constaté un épanchement d'un déchet dangereux, il est procédé au nettoyage et les résidus de nettoyage sont évacués vers une installation autorisée, ils ne peuvent être rejetés directement dans le sous-sol, dans un égout public ou dans une eau de surface.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 13. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux et/ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant informe le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures prises et les équipements mis en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

CHAPITRE V. — *Eau*

Art. 14. Les eaux de pluie régulièrement évacuées des encuvements ou des bacs de rétention ne peuvent être déversées dans un égout public, un cours d'eau ou un dispositif quelconque de récolte des eaux sans contrôle de leur qualité.

Au cas où ces eaux de pluies nécessitent un traitement éventuel, leur déversement est interdit et elles sont évacuées vers une installation autorisée à les déverser, avec ou sans traitement adéquat.

Les eaux servant au nettoyage interne des réservoirs ne peuvent être déversées et sont évacuées vers une installation autorisée à les traiter.

Art. 15. En cas d'écoulement accidentel, les déchets liquides répandus sur le sol ne peuvent en aucun cas être déversés dans un égout public, un cours d'eau ou un dispositif quelconque de récolte des eaux de surface. Ils sont récupérés et évacués comme déchets dangereux ou réintroduits dans le circuit de traitement des déchets dangereux.

CHAPITRE VI. — *Assurances*

Art. 16. L'exploitant est tenu de souscrire un contrat d'assurance d'un montant suffisant pour couvrir la responsabilité civile résultant de ses activités.

TITRE II. — Réservoirs aériensCHAPITRE I^{er}. — *Implantation et construction*

Art. 17. Chaque réservoir, à proximité de son orifice de remplissage, est équipé d'une plaque d'identification inaltérable, bien visible et clairement lisible où sont indiquées :

- 1° le nom ou la marque du constructeur;
- 2° le numéro et l'année de construction;
- 3° la capacité du réservoir en m³ ou en litres;
- 4° la date de l'épreuve d'étanchéité;
- 5° le code du déchet liquide contenu et les symboles de danger associés.

Art. 18. Les déchets liquides sont stockés dans des réservoirs à double paroi ou dans des réservoirs à simple paroi mais placés dans un encuvement étanche ou une fosse étanche présentant les caractéristiques suivantes :

- 1° les parois de l'encuvement présentent une résistance mécanique et une inertie chimique suffisante vis-à-vis de ces liquides;
- 2° l'encuvement ne peut présenter aucun orifice, hormis ceux nécessaires aux canalisations nécessaires au stockage, et en particulier aucune liaison directe avec un égout public;
- 3° l'encuvement a une capacité totale, égale ou supérieure à la plus grande des valeurs suivantes :
 - a) la moitié de la capacité totale des réservoirs qu'il contient;
 - b) la capacité du plus grand des réservoirs majorée de 25 % du volume total des autres réservoirs.

Art. 19. Les réservoirs métalliques répondent aux normes de construction NBN EN 12285-2 pour les réservoirs cylindriques horizontaux en acier simple et double paroi et NBN I.03.002 pour le transport, l'installation et le raccordement ou à leur dernière révision ou à toute autre norme équivalente.

Art. 20. Les réservoirs sont équipés :

- 1° d'un dispositif qui empêche toute surpression ou dépression interne dangereuse;
- 2° d'un dispositif destiné à prévenir tout débordement et déclenchant un signal d'alerte perceptible par le personnel de l'établissement dès qu'il est rempli à 95 % au plus de sa capacité nominale;
- 3° de vannes et de clapets permettant de l'isoler des autres réservoirs et du reste de l'aire de stockage.

Art. 21. Les réservoirs, les tuyauteries et les raccords annexes sont étanches afin d'empêcher l'infiltration de liquides de toute nature.

CHAPITRE II. — *Exploitation*

Art. 22. Il est interdit d'entreposer dans un même encuvement des déchets liquides qui, à l'occasion d'une mise en contact, sont susceptibles de réagir dangereusement entre eux.

Art. 23. Les mesures nécessaires sont prises en vue d'empêcher que le liquide accidentellement répandu ne puisse corroder ou abîmer par attaque chimique les réservoirs établis dans un même encuvement.

CHAPITRE III. — *Contrôle et auto-surveillance*

Art. 24. § 1^{er}. L'exploitant maintient l'encuvement en bon état. Il contrôle régulièrement l'étanchéité. Le volume de l'encuvement ne peut être réduit par le dépôt d'autres matières.

L'exploitant veille à enlever systématiquement toute végétation susceptible de compromettre l'étanchéité de l'encuvement.

§ 2. Les réservoirs non accessibles et les tuyauteries enterrées subissent avec succès une épreuve d'étanchéité dont le but est de vérifier le bon fonctionnement des systèmes de détection de fuites ou les éventuelles protections cathodiques.

Le contrôle d'étanchéité et les diverses vérifications des installations de stockage de déchets liquides sont effectuées par un expert compétent.

Elles sont réalisées lors de la mise en place des installations de stockage, de son déplacement et à chaque modification importante de celles-ci.

Tous les dix ans, un contrôle de l'étanchéité des réservoirs non accessibles et des tuyauteries enterrées est réalisé.

L'exploitant réalise annuellement :

- 1° un examen visuel des parties extérieures visibles de l'installation (réservoir, vannes, canalisations, etc.);
- 2° un contrôle du bon fonctionnement du système de détection des fuites, du dispositif de sécurité contre les débordements, de la protection cathodique.

Art. 25. Les certificats d'étanchéité des différentes installations de stockage délivrés par l'expert compétent sont conservés au siège d'exploitation. Ils sont tenus en permanence à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance et conservés pendant au moins dix ans après leur date d'émission.

CHAPITRE IV. — *Remise en état en fin d'exploitation*

Art. 26. Les réservoirs ayant contenu des déchets liquides sont vidés, nettoyés et, le cas échéant, dégazés et décontaminés.

TITRE III. — *Réservoirs enterrés*CHAPITRE I^{er}. — *Implantation et construction*

Art. 27. Chaque réservoir, à proximité de son orifice de remplissage, est équipé d'une plaque d'identification inaltérable, bien visible et clairement lisible où sont indiquées :

- 1° le nom ou la marque du constructeur;
- 2° le numéro et l'année de construction;
- 3° la capacité du réservoir en m³ ou en litres;
- 4° la date de l'épreuve d'étanchéité;
- 5° le code du déchet liquide contenu et les symboles de danger associés.

Art. 28. Les déchets liquides sont stockés dans des réservoirs à double paroi ou dans des réservoirs à simple paroi construits en plastique thermdurcissable armé ou en acier inoxydable.

Les déchets liquides stockés dans des réservoirs à simple paroi non construits en plastique thermdurcissable armé ou en acier inoxydable sont placés dans un encuvement étanche ou une fosse étanche présentant les caractéristiques suivantes :

1° les parois de l'encuvement présentent une résistance mécanique et une inertie chimique suffisante vis-à-vis de ces liquides;

2° l'encuvement ne peut présenter aucun orifice, hormis ceux nécessaires aux canalisations nécessaires au stockage, et en particulier aucune liaison directe avec un égout public;

3° l'encuvement a une capacité totale, égale ou supérieure à la plus grande des valeurs suivantes :

- a) la moitié de la capacité totale des réservoirs qu'il contient;
- b) la capacité du plus grand des réservoirs majorée de 25 % du volume total des autres réservoirs;
- 4° les fosses remblayées sont munies d'un système automatique de détection des fuites du réservoir.

Art. 29. Les réservoirs enfouis de déchets inflammables sont interdits en dessous d'un immeuble ou sous la projection verticale d'un immeuble.

Art. 30. Les réservoirs cylindriques horizontaux en acier simple et double paroi répondent à la norme de construction NBN EN 12285-1 ou à leur dernière révision ou à toute autre norme équivalente.

Art. 31. Les réservoirs cylindriques horizontaux simple paroi en plastiques thermdurcissables renforcés sont conformes à la norme NBN EN 976-1 pour la construction et NBN EN 976-2 pour le transport, la manutention et l'installation ou à leur dernière révision ou à toute autre norme équivalente.

Art. 32. Les réservoirs sont équipés :

- 1° d'un dispositif qui empêche toute surpression ou dépression interne dangereuse;
- 2° d'un dispositif destiné à prévenir tout débordement et déclenchant un signal d'alerte perceptible par le personnel de l'établissement dès qu'il est rempli à 95 % au plus de sa capacité nominale;
- 3° de vannes et de clapets permettant de l'isoler des autres réservoirs et du reste de l'aire de stockage.

Art. 33. Les réservoirs, les tuyauteries et les raccords annexes sont étanches afin d'empêcher toute infiltration de liquides de toute nature.

CHAPITRE II. — *Contrôle et auto-surveillance*

Art. 34. Chaque réservoir et ses tuyauteries subissent avec succès une épreuve d'étanchéité dont le but est de vérifier le bon fonctionnement des systèmes de détection de fuites ou les éventuelles protections cathodiques.

Le contrôle d'étanchéité et les diverses vérifications des installations de stockage de déchets dangereux liquides sont effectuées par un expert compétent.

Elles sont réalisées lors de la mise en place des installations de stockage, de leur déplacement et à chaque modification importante de celles-ci.

Tous les dix ans, un contrôle de l'étanchéité des réservoirs et ses tuyauteries est réalisé.

L'exploitant réalise annuellement :

- 1° un examen visuel des parties extérieures visibles de l'installation (réservoir, vannes, canalisations, etc.);
- 2° un contrôle du bon fonctionnement du système de détection des fuites, du dispositif de sécurité contre les débordements, de la protection cathodique;

Art. 35. Les certificats d'étanchéité des différentes installations de stockage délivrés par l'expert compétent sont conservés au siège d'exploitation. Ils sont tenus en permanence à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance et conservés pendant au moins dix ans après leur date d'émission.

CHAPITRE III. — *Remise en état en fin d'exploitation*

Art. 36. Les réservoirs ayant contenu des déchets liquides sont vidés, nettoyés et, le cas échéant, dégazés et décontaminés.

TITRE IV. — *Récipients mobiles*CHAPITRE I^{er}. — *Implantation et construction*

Art. 37. Lorsque ces déchets sont stockés dans des récipients mobiles, les informations permettant d'identifier le déchet, ainsi que les symboles de danger y associés, sont indiqués sur ceux-ci.

Art. 38. § 1^{er}. Les déchets liquides, stockés dans des récipients mobiles à simple paroi, sont placés dans un bac de rétention étanche, dans un encuvement étanche ou une fosse étanche présentant les caractéristiques suivantes :

1° les parois de l'encuvement présentent une résistance mécanique et une inertie chimique suffisante vis-à-vis de ces liquides;

2° l'encuvement ne peut présenter aucun orifice, hormis ceux nécessaires aux canalisations nécessaires au stockage, et en particulier aucune liaison directe avec un égout public;

3° l'encuvement a une capacité totale, égale ou supérieure à la plus grande des valeurs suivantes :

a) la moitié de la capacité totale des récipients qu'il contient;

b) la capacité du plus grand des récipients majorée de 25 % du volume total des autres récipients.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, les récipients mobiles peuvent être placés sur une aire de stockage étanche pour autant que celle-ci soit reliée à un système de collecte interne des liquides.

CHAPITRE II. — *Exploitation*

Art. 39. Il est interdit d'entreposer dans un même encuvement ou bac de rétention des déchets liquides qui, à l'occasion d'une mise en contact, sont susceptibles de réagir dangereusement entre eux.

Art. 40. Les mesures nécessaires sont prises en vue d'empêcher que le liquide accidentellement répandu ne puisse corroder ou abîmer par attaque chimique les récipients mobiles établis dans un même encuvement.

Art. 41. Les récipients mobiles ayant contenu des déchets liquides ou qui ont été pollués par eux sont entreposés sur une aire de stockage, pourvue d'un revêtement solide et étanche, construit en matériaux incombustibles et chimiquement inerte.

TITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 42. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants au plus tard le 1^{er} janvier 2008.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 29 ne s'applique pas aux établissements existants.

Art. 43. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 novembre 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 4987

[2006/203967]

23. NOVEMBER 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der gesamten Bedingungen in Bezug auf die Anlagen zur vorläufigen Lagerung von gefährlichen Abfällen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikeln 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund des am 26. Juni 2006 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 40.539/4 des Staatsrats;

In Erwägung der Tatsache, dass der vorliegende Erlass der Europäischen Kommission mitgeteilt worden ist, in Übereinstimmung mit Artikel 8 der Richtlinie 98/34/EC des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Juni 1998 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der Normen und technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft; dass die Europäische Kommission keine Bemerkung über den vorliegenden Erlass geäußert hat;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus; Nach Beratung,

Beschließt:

TITEL I — *Gemeinsame Bestimmungen*KAPITEL I — *Anwendungsbereich und Definitionen*

Artikel 1 - Die vorliegenden gesamten Bedingungen sind auf die Anlagen zur vorläufigen Lagerung von gefährlichen Abfällen so wie sie in Artikel 2, 5° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle bestimmt werden, anwendbar, wenn die Lagerkapazität mehr als 250 kg und höchstens 1 Tonne beträgt, gemäß der Rubrik 63.12.05.04.01 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten.

Art. 2 - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften gelten folgende Definitionen:

1° Anlage zur vorläufigen Lagerung: eine Anlage, wo die Abfälle vor deren Transport im Hinblick auf eine Zusammenstellung, eine Vorbehandlung, eine Verwertung oder eine Entsorgung außerhalb des Produktionsstandortes gelagert werden;

2° flüssige Abfälle: die gefährlichen Abfälle im flüssigen Zustand;

3° feste Abfälle: die gefährlichen Abfälle im festen Zustand;

4° oberirdischer Behälter: ein Behälter, der entweder im Freien oder in einem unterirdischen oder oberirdischen Raum oder auch in einer nicht zugeschütteten Grube liegen kann. Ein Behälter gilt als unzugänglicher oberirdischer Behälter, wenn mindestens eine seiner Wände nicht sichtbar ist;

5° eingegrabener Behälter: ein Behälter, der sich völlig bzw. teilweise unter dem Bodenniveau befindet und dessen Wände in direktem Kontakt mit der umgebenden Erde stehen;

6° mobiles Behältnis: jedes Fass, jeder Kanister oder jeder Container, das bzw. der dazu bestimmt ist, gefährliche Abfälle zu enthalten;

7° fachkundiger Sachverständiger: eine Person oder technische Dienststelle, die gemäß der Norm ISO/CEI 17020 zugelassen ist;

8° bereits bestehender Betrieb: ein Betrieb, für den vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eine ordnungsgemäße Betriebsgenehmigung ausgestellt worden war.

KAPITEL II — *Aufstellung und Bau*

Art. 3 - Die für feste Abfälle vorbehaltenen Lagerflächen sind abgedeckt. Wenn diese Abfälle unvereinbare physikalisch-chemische Merkmale aufweisen, werden sie getrennt gelagert. Die Mauern oder Schutzwände, die die verschiedenen Lagerräume voneinander trennen, bestehen aus Mauerwerk oder aus anderen unbrennbaren Materialien, die eine entsprechende mechanische Widerstandsfähigkeit und Feuerbeständigkeit aufweisen.

In Ermangelung davon werden die Abfälle in dichten Behältnissen gelagert.

Art. 4 - Die Lagerflächen für flüssige Abfälle und deren Zubehör wie die Rohrleitungen, Ventile und Pumpen werden wirksam gegen jede Gefahr einer Kollision mit den im Betrieb fahrenden Fahrzeugen geschützt.

Art. 5 - Die flüssigen Abfälle werden in Behältnissen bzw. Behältern gelagert, die gegen die Korrosion oder jeden anderen Angriff durch die Produkte, die sie enthalten, widerstandsfähig sind.

Art. 6 - Um jede Fläche zur Lagerung von gefährlichen Abfällen im Freien, die sich an einem Ort befindet, an dem nicht dem Lagerstandort zugehörige Personen Zugang haben, wird ein mindestens zwei Meter hoher Zaun aufgebaut. Andere stabile und fest installierte materielle Mittel können verwendet werden, dies insofern sie ein Schutz- und Sicherheitsniveau gewährleisten, das mindestens dem des oben erwähnten Zauns entspricht. Es wird dafür gesorgt, dass die Fahrzeuge des regionalen Feuerwehrdienstes leicht ab den öffentlichen Verkehrswegen zur Lagerfläche fahren können.

Art. 7 - Die Stabilität der mobilen Behälter und Behältnisse ist unter allen Umständen gewährleistet. Sie befinden sich auf einer Stützfläche, die so gestaltet ist, dass zu große Spannungen oder ungleiche Bodensenkungen das Umkippen der Behälter bzw. Behältnisse oder deren Bruch nicht verursachen können.

Art. 8 - Die Behälter und Behältnisse werden so angelegt, dass sie leicht inspiziert und gewartet werden können, dies sowohl von außen als auch von innen.

Art. 9 - Die Füllöffnungen befinden sich in einer dichten Vorrichtung zum Auffangen der Flüssigkeiten, die nicht direkt mit der öffentlichen Kanalisation verbunden ist.

Die Umfüllausrüstungen sind mit Sicherheitsvorrichtungen versehen, damit die Auswirkungen einer Panne oder einer falschen Betätigung minimiert werden.

KAPITEL III — *Betrieb*

Art. 10 - Die entzündbaren flüssigen Abfälle werden auf einer Lagerfläche gelagert, die von den benachbarten Gebäuden, den öffentlichen Verkehrswegen und den durch die Allgemeinheit besuchten Bereichen, den Lagern, Maschinen und Geräten des Betriebs, die Brand- oder Explosionsgefahren aufweisen, getrennt ist.

Art. 11 - Der Betreiber muss über einen Arbeitsplan verfügen. Dieser Arbeitsplan enthält mindestens:

1° die für das Personal im Falle eines Brandes oder eines Unfalls bestimmten Anweisungen;

2° die Anweisungen bezüglich der Handhabung, der Lagerung und der Abführung der gefährlichen Abfälle unter Beachtung der vorliegenden Bedingungen und der Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über die gefährlichen Abfälle.

Art. 12 - Sobald ein Abfließen eines gefährlichen Abfalls festgestellt wird, wird eine Säuberung vorgenommen und werden die Rückstände aus der Säuberung zu einer zugelassenen Anlage abgeführt; sie dürfen nicht direkt in den Untergrund, in eine öffentliche Kanalisation oder in ein Oberflächengewässer abgeleitet werden.

KAPITEL IV — *Unfall- und Brandverhütung*

Art. 13 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten und/oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers ergeben könnte, informiert der Betreiber den örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die getroffenen Maßnahmen und die eingesetzten Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

KAPITEL V — *Wasser*

Art. 14 - Das regelmäßig aus den Schutzwannen oder den Auffangbecken abgeleitete Regenwasser darf nicht in eine öffentliche Kanalisation, einen Wasserlauf oder irgend eine Vorrichtung zur Sammlung des Wassers abgeleitet werden, ohne dass seine Qualität geprüft wird.

Falls dieses Regenwasser eine etwaige Behandlung benötigt, ist dessen Ableitung verboten; es wird zu einer Anlage abgeführt, die es ableiten darf, dies mit oder ohne angemessene Behandlung.

Das Wasser, das zur Säuberung des Inneren der Behälter dient, darf nicht abgeleitet werden und wird zu einer Anlage, die es behandeln darf, abgeführt.

Art. 15 - Im Falle eines unfallbedingten Abflusses dürfen die auf dem Boden befindlichen flüssigen Abfälle auf keinen Fall in eine öffentliche Kanalisation, einen Wasserlauf oder irgend eine Vorrichtung zur Sammlung des Oberflächenwassers abgeleitet werden. Sie werden aufgenommen und als gefährliche Abfälle abgeführt oder in den Kreislauf zur Behandlung der gefährlichen Abfälle wieder eingeführt.

KAPITEL VI — Versicherungen

Art. 16 - Der Betreiber muss einen Versicherungsvertrag mit einem genügenden Betrag zur Abdeckung der zivilrechtlichen Haftung, die sich aus seinen Tätigkeiten ergibt, abschließen.

TITEL II — Oberirdische Behälter

KAPITEL I — Aufstellung und Bau

Art. 17 - In der Nähe der Füllöffnung eines jeden Behälters wird ein unveränderbares Kennschild angebracht, das gut sichtbar und deutlich lesbar ist und auf dem Folgendes steht:

- 1° der Name oder die Marke des Herstellers;
- 2° die Nummer und das Baujahr;
- 3° das Fassungsvermögen des Behälters in m³ oder Litern;
- 4° das Datum der Dichtheitsprüfung;
- 5° die Kodenummer des enthaltenen flüssigen Abfalls und die mit ihm verbundenen Gefahrensymbole.

Art. 18 - Die flüssigen Abfälle werden in doppelwandigen Behältern oder in einwandigen Behältern, die aber in einer dichten Schutzwanne oder einer dichten Grube mit folgenden Merkmalen liegen, gelagert:

1° die Wände der Schutzwanne weisen eine mechanische Widerstandsfähigkeit und eine ausreichende chemische Trägheit gegenüber diesen Flüssigkeiten auf;

2° die Schutzwanne darf keine Öffnung außer denjenigen, die für im Hinblick auf die Lagerung notwendigen Rohrleitungen erforderlich sind, und insbesondere keine direkte Verbindung mit einer öffentlichen Kanalisation aufweisen;

3° die Schutzwanne hat ein gesamtes Fassungsvermögen, das mindestens dem größten der folgenden Werte entspricht:

- a) die Hälfte des gesamten Fassungsvermögens der Behälter, die sie enthält;
- b) das Fassungsvermögen des größten Behälters, das um 25% des Gesamtvolumens der anderen Behälter erhöht wird.

Art. 19 - Die metallischen Behälter entsprechen den Baunormen NBN EN 12285-2, was die waagerechten zylindrischen Behälter aus Stahl mit einfacher oder doppelter Wand betrifft, und NBN I.03.002, was den Transport, die Installierung und den Anschluss betrifft, oder ihrer letzten Revision oder auch jeder gleichwertigen Norm.

Art. 20 - Die Behälter sind ausgerüstet mit:

- 1° einer Vorrichtung, die jeden gefährlichen internen Überdruck bzw. Unterdruck verhindert;
- 2° einer Vorrichtung, die dazu bestimmt ist, jedem Überlaufen vorzubeugen, und die ein durch das Personal des Betriebs wahrnehmbares Alarmsignal auslöst, sobald der Behälter zu maximal 95% seines Nennfassungsvermögens gefüllt ist;
- 3° Ventilen und Klappen, die ein Abtrennen von den anderen Behältern und von der Lagerfläche ermöglichen.

Art. 21 - Die Behälter, Rohrleitungen und dazu gehörenden Verbindungsteile sind dicht, damit die Versickerung von Flüssigkeiten jeder Art verhindert wird.

KAPITEL II — Betrieb

Art. 22 - Es ist verboten, in derselben Schutzwanne flüssige Abfälle zu lagern, die gefährlich miteinander reagieren können, wenn ein Kontakt zwischen ihnen entsteht.

Art. 23 - Die notwendigen Maßnahmen werden getroffen, um zu verhindern, dass die unfallmäßig verschüttete Flüssigkeit die in derselben Schutzwanne befindlichen Behälter ätzen oder durch einen chemischen Angriff beschädigen kann.

KAPITEL III — Kontrolle und Selbstüberwachung

Art. 24 - § 1 - Der Betreiber hält die Schutzwanne in einem guten Zustand. Er überprüft regelmäßig die Dichtheit. Das Volumen der Schutzwanne darf nicht durch das Lagern von anderen Stoffen verkleinert werden.

Der Betreiber sorgt für ein regelmäßiges Entfernen von jeglichem Pflanzenwuchs, der die Dichtheit der Schutzwanne beeinträchtigen könnte.

§ 2 - Die unzugänglichen Behälter und die eingegrabenen Rohrleitungen müssen mit Erfolg einer Dichtheitsprüfung unterzogen werden, deren Ziel es ist, die gute Betriebsfähigkeit der Systeme zur Leckerkennung oder die etwaigen kathodischen Schutzvorrichtungen zu überprüfen.

Die Dichtheitsprüfung und die unterschiedlichen Prüfungen der Anlagen zur Lagerung von flüssigen Abfällen werden von einem fachkundigen Sachverständigen vorgenommen.

Sie werden bei der Einsetzung der Lageranlagen, bei deren Versetzung und bei jeder größeren an ihnen vorgenommenen Änderung durchgeführt.

Alle zehn Jahre wird eine Prüfung der unzugänglichen Behälter und der eingegrabenen Rohrleitungen durchgeführt.

Der Betreiber führt jährlich Folgendes durch:

- 1° eine visuelle Prüfung der sichtbaren Außenteile der Anlage (Behälter, Ventile, Rohrleitungen, usw.);
- 2° eine Kontrolle der guten Betriebsfähigkeit des Systems zur Leckerkennung, des Überlaufschutzes, der kathodischen Schutzvorrichtung.

Art. 25 - Die Bescheinigungen bezüglich der Dichtheit der unterschiedlichen Lageranlagen, die von dem fachkundigen Sachverständigen ausgestellt werden, werden am Betriebssitz aufbewahrt. Sie werden ständig dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten und mindestens 10 Jahre nach dem Datum deren Ausstellung aufbewahrt.

KAPITEL IV — *Wiederinstandsetzung am Ende des Betriebs*

Art. 26 - Die Behälter, die flüssige Abfälle enthalten haben, werden gesäubert und gegebenenfalls entgast und dekontaminiert.

TITEL III — *Eingegrabene Behälter*

KAPITEL I — *Aufstellung und Bau*

Art. 27 - In der Nähe der Füllöffnung eines jeden Behälters wird ein unveränderbares Kennschild angebracht, das gut sichtbar und deutlich lesbar ist und auf dem Folgendes steht:

- 1° der Name oder die Marke des Herstellers;
- 2° die Nummer und das Baujahr;
- 3° das Fassungsvermögen des Behälters in m³ oder Litern;
- 4° das Datum der Dichtheitsprüfung;
- 5° die Kodenummer des enthaltenen flüssigen Abfalls und die mit ihm verbundenen Gefahrensymbole.

Art. 28 - Die flüssigen Abfälle werden in doppelwandigen Behältern oder in einwandigen Behältern, die aus verstärktem, in Wärme aushärtendem Kunststoff oder aus rostfreiem Stahl gebaut sind, gelagert:

Die in einwandigen Behältern, die nicht aus verstärktem, in Wärme aushärtendem Kunststoff oder aus rostfreiem Stahl gebaut sind, gelagerten flüssigen Abfälle, werden in einer dichten Schutzwanne oder einer dichten Grube mit folgenden Merkmalen gelagert:

- 1° die Wände der Schutzwanne weisen eine mechanische Widerstandsfähigkeit und eine ausreichende chemische Trägheit gegenüber diesen Flüssigkeiten auf;
- 2° die Schutzwanne darf keine Öffnung außer denjenigen, die für im Hinblick auf die Lagerung notwendigen Rohrleitungen erforderlich sind, und insbesondere keine direkte Verbindung mit einer öffentlichen Kanalisation aufweisen;
- 3° die Schutzwanne hat ein gesamtes Fassungsvermögen, das mindestens dem größten der folgenden Werte entspricht:
 - a) die Hälfte des gesamten Fassungsvermögens der Behälter, die sie enthält;
 - b) das Fassungsvermögen des größten Behälters, das um 25% des Gesamtvolumens der anderen Behälter erhöht wird;
- 4° die zugeschütteten Gruben sind mit einem automatischen System zur Leckerkennung am Behälter ausgerüstet.

Art. 29 - Die entzündbare Abfälle enthaltenden eingegrabenen Behälter dürfen sich nicht unter einem Gebäude oder unter der senkrechten Projektion eines Gebäudes befinden.

Art. 30 - Die waagerechten zylindrischen Behälter aus Stahl mit einfacher oder doppelter Wand entsprechen der Baunorm NBN EN 12285-1 oder ihrer letzten Revision oder auch jeder gleichwertigen Norm.

Art. 31 - Die waagerechten zylindrischen Behälter aus verstärktem wärmehärtendem Kunststoff mit einfacher Wand entsprechen der Baunorm NBN EN 976-1 für den Bau und NBN EN 976-2 für den Transport, die Handhabung und die Installation, oder ihrer letzten Revision oder auch jeder gleichwertigen Norm.

Art. 32 - Die Behälter sind ausgerüstet mit:

- 1° einer Vorrichtung, die jeden gefährlichen internen Überdruck bzw. Unterdruck verhindert;
- 2° einer Vorrichtung, die dazu bestimmt ist, jedem Überlaufen vorzubeugen, und die ein durch das Personal des Betriebs wahrnehmbares Alarmsignal auslöst, sobald der Behälter zu maximal 95% seines Nennfassungsvermögens gefüllt ist;
- 3° Ventilen und Klappen, die ein Abtrennen von den anderen Behältern und von der Lagerfläche ermöglichen.

Art. 33 - Die Behälter, Rohrleitungen und dazu gehörenden Verbindungsteile sind dicht, damit jede Versickerung von Flüssigkeiten jeder Art verhindert wird.

KAPITEL II — *Kontrolle und Selbstüberwachung*

Art. 34 - Jeder Behälter und seine Rohrleitungen müssen mit Erfolg einer Dichtheitsprüfung unterzogen werden, deren Ziel es ist, die gute Betriebsfähigkeit der Systeme zur Leckerkennung oder die etwaigen kathodischen Schutzvorrichtungen zu überprüfen.

Die Dichtheitsprüfung und die unterschiedlichen Prüfungen der Anlagen zur Lagerung von gefährlichen flüssigen Abfällen werden von einem fachkundigen Sachverständigen vorgenommen.

Sie werden bei der Einsetzung der Lageranlagen, bei deren Versetzung und bei jeder größeren an ihnen vorgenommenen Änderung durchgeführt.

Alle zehn Jahre wird eine Prüfung der Behälter und ihrer eingegrabenen Rohrleitungen durchgeführt.

Der Betreiber führt jährlich Folgendes durch:

- 1° eine visuelle Prüfung der sichtbaren Außenteile der Anlage (Behälter, Ventile, Rohrleitungen, usw.);
- 2° eine Kontrolle der guten Betriebsfähigkeit des Systems zur Leckerkennung, des Überlaufschutzes, der kathodischen Schutzvorrichtung.

Art. 35 - Die Bescheinigungen bezüglich der Dichtheit der unterschiedlichen Lageranlagen, die von dem fachkundigen Sachverständigen ausgestellt werden, werden am Betriebssitz aufbewahrt. Sie werden ständig dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten und mindestens 10 Jahre nach dem Datum deren Ausstellung aufbewahrt.

KAPITEL III — *Wiederinstandsetzung am Ende des Betriebs*

Art. 36 - Die Behälter, die flüssige Abfälle enthalten haben, werden gesäubert und gegebenenfalls entgast und dekontaminiert.

TITEL IV — *Bewegliche Behältnisse*KAPITEL I — *Aufstellung und Bau*

Art. 37 - Wenn diese Abfälle in beweglichen Behältnissen gelagert werden, werden auf diesen die Angaben, die die Identifizierung des Abfalls ermöglichen, sowie die mit ihnen verbundenen Gefahrensymbole angegeben.

Art. 38 - § 1 - Die in beweglichen einwandigen Behältnissen gelagerten flüssigen Abfälle, werden in ein dichtes Auffangbecken, eine dichte Schutzwanne oder eine dichte Grube mit folgenden Merkmalen gestellt:

1° die Wände der Schutzwanne weisen eine mechanische Widerstandsfähigkeit und eine ausreichende chemische Trägheit gegenüber diesen Flüssigkeiten auf;

2° die Schutzwanne darf keine Öffnung außer denjenigen, die für im Hinblick auf die Lagerung notwendigen Rohrleitungen erforderlich sind, und insbesondere keine direkte Verbindung mit einer öffentlichen Kanalisation aufweisen;

3° die Schutzwanne hat ein gesamtes Fassungsvermögen, das mindestens dem größten der folgenden Werte entspricht:

a) die Hälfte des gesamten Fassungsvermögens der Behältnisse, die sie enthält;

b) das Fassungsvermögen des größten Behältnisses, das um 25% des Gesamtvolumens der anderen Behältnisse erhöht wird.

§ 2 - In Abweichung von § 1 können die beweglichen Behältnisse auf eine dichte Lagerfläche gestellt werden, wenn diese mit einem internen System zur Sammlung der Flüssigkeiten verbunden ist.

KAPITEL II — *Betrieb*

Art. 39 - Es ist verboten, in derselben Schutzwanne oder demselben Auffangbecken flüssige Abfälle zu lagern, die gefährlich miteinander reagieren können, wenn ein Kontakt zwischen ihnen vorkommt.

Art. 40 - Die notwendigen Maßnahmen werden getroffen, um zu verhindern, dass die unfallmäßig verschüttete Flüssigkeit die in derselben Schutzwanne befindlichen beweglichen Behältnisse ätzen oder durch einen chemischen Angriff beschädigen kann.

Art. 41 - Die beweglichen Behältnisse, die flüssige Abfälle enthalten haben oder die durch sie kontaminiert worden sind, werden auf einer Lagerfläche gelagert, die mit einem widerstandsfähigen und dichten Belag versehen ist, der aus nicht brennbaren und chemisch inerten Materialien besteht.

TITEL V — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 42 - Der vorliegende Erlass findet auf die spätestens am 1. Januar 2008 bestehenden Betriebe Anwendung. In Abweichung von Absatz 1 ist Artikel 29 nicht auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

Art. 43 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. November 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 4987

[2006/203967]

23 NOVEMBER 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de tijdelijke opslag van gevaarlijke afvalstoffen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op het advies 40.539/4 van de Raad van State, gegeven op 26 juni 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat dit besluit aan de Europese Commissie meegedeeld werd overeenkomstig artikel 8 van Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij; dat de Europese Commissie geen opmerking i.v.m. dit besluit heeft gemaakt;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;
Na beraadslaging,
Besluit :

TITEL I. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en begripsomschrijving*

Artikel 1. Deze integrale voorwaarden zijn van toepassing op de installaties voor de tijdelijke opslag van gevaarlijke afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 5°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen als de opslagcapaciteit groter is dan 250 kg en gelijk is aan 1 ton of minder. Deze installaties worden vermeld in rubriek 63.12.05.04.01 van bijlage I bij het besluit van Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de gedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° tijdelijke opslaginstallatie : installatie waar de afvalstoffen opgeslagen worden vooraleer ze vervoerd worden met het oog op hun hergroepering, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering uit de productiesite;

2° vloeibare afvalstoffen : gevaarlijke afvalstoffen in vloeibare toestand;

3° vaste afvalstoffen : gevaarlijke afvalstoffen in vaste toestand;

4° bovengrondse tank : tank die in de openlucht, in een al dan niet ondergronds lokaal of in een niet opgehoogde kuil geplaatst kan worden. Een ontoegankelijke bovengrondse tank is een tank met minstens één onzichtbare wand;

5° ingegraven tank : tank die zich geheel of gedeeltelijk onder de grond bevindt en waarvan de wanden in rechtstreeks contact zijn met de omliggende aarde;

6° verplaatsbaar recipiënt : vat, bus of container bestemd voor de opslag van gevaarlijke afvalstoffen;

7° bevoegde deskundige : persoon of technische dienst geaccrediteerd volgens de norm ISO/CEI 17020;

8° bestaande inrichting : inrichting die behoorlijk vergund is vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Art. 3. De opslagplaatsen bestemd voor vaste afvalstoffen zijn overdekt. Als deze afvalstoffen onverenigbare fysisch-chemische kenmerken vertonen, worden ze in compartimenten opgedeeld. De muren, scheidingsmuurtjes of schermen tussen de verschillende compartimenten bestaan uit metselwerk, beton of andere vuurvaste materialen met gelijkwaardige mechanische en brandweerstand.

Bij gebrek daaraan worden de afvalstoffen in lekvrije recipiënten opgeslagen.

Art. 4. De opslagplaatsen voor vloeibare afvalstoffen en de desbetreffende toebehoren, zoals leidingen, afsluiters en pompen, zijn efficiënt afgeschermd tegen elk risico van aanrijding met de voertuigen die in de inrichting rondrijden.

Art. 5. De vloeibare afvalstoffen worden opgeslagen in recipiënten of tanks bestand tegen corrosie of inbijting door de producten die ze inhouden.

Art. 6. Elke ruimte voor de opslag van gevaarlijke afvalstoffen in de openlucht gelegen op een plaats die toegankelijk is voor personen die niets te maken hebben met de opslagsite, is afgesloten met een omheining van minimum twee meter hoog. Andere materiële, stevige en vaste middelen kunnen aangewend worden voor zover ze dezelfde graad van bescherming en veiligheid als de omheining garanderen. De voertuigen van de regionale brandweerdienst hebben vanaf de openbare weg vlotte toegang tot de opslagplaats.

Art. 7. De stabiliteit van de mobiele tanks en recipiënten wordt onder alle omstandigheden gegarandeerd. Ze worden geïnstalleerd zodat ze niet kunnen omslaan of scheuren ingevolge extreme druk of verzakkingen.

Art. 8. De tanks en de recipiënten worden geplaatst zodat ze makkelijk gecontroleerd en onderhouden kunnen worden, zowel van buiten als van binnen.

Art. 9. De vulopeningen worden aangebracht in een lekvrije voorziening voor de opvang van de vloeistoffen die niet rechtstreeks op de openbare riolering aangesloten is.

De overhevelingsapparatuur is met veiligheidsvoorzieningen uitgerust om de gevolgen van een storing of een verkeerde behandeling te minimaliseren.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Art. 10. Ontvlambare vloeibare afvalstoffen worden opgeslagen in een opslagruimte die gescheiden is van de naburige gebouwen, de openbare wegen en de door het publiek bezochte zones, de voorraden, machines en toestellen van de inrichting die een brand- of ontploffingsrisico inhouden.

Art. 11. De exploitant is verplicht over een werkplan te beschikken. Dat werkplan bevat hoe dan ook :

1° de instructies voor het personeel in geval van brand of ongeval;

2° de instructies betreffende de hantering, de opslag en de verwijdering van de gevaarlijke afvalstoffen met inachtneming van deze voorwaarden en van de bepalingen van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen.

Art. 12. Zodra de verspreiding van een gevaarlijke afvalstof wordt vastgesteld, wordt de plaats gereinigd en worden de reinigingsresten naar een vergunde installatie afgevoerd daar ze niet rechtstreeks in de ondergrond, een openbare riolering of een oppervlaktewater geloosd mogen worden.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 13. Vóór de tenuitvoerlegging van het project en vóór elke wijziging van de plaats en/of de exploitatieomstandigheden die de risico's voor brand of voor de verspreiding ervan zouden kunnen wijzigen, verstrekt de exploitant de territoriaal bevoegde brandweerdienst informatie over de getroffen maatregelen en de aangewende uitrustingen inzake de preventie en de bestrijding van brand en ontploffingen, met inachtneming van de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

HOOFDSTUK V. — *Water*

Art. 14. Het regenwater dat regelmatig uit de kuipen of de retentiebakken wordt verwijderd, mag niet geloosd worden in een openbare riolering, een waterloop of om het even welke wateropvangvoorziening zonder controle op de kwaliteit ervan.

Regenwater dat eventueel behandeld moet worden, mag niet geloosd worden en wordt afgevoerd naar een installatie die vergund is om het te lozen, al dan niet met een geschikte behandeling.

Het water voor de binnenreiniging van de tanks mag niet geloosd worden en wordt afgevoerd naar een installatie die vergund is om het te behandelen.

Art. 15. In geval van accidentele lozing mogen de op de grond verspreide vloeibare afvalstoffen geenszins geloosd worden in een openbare riolering, een waterloop of om het even welke voorziening voor de opvang van oppervlaktewateren. Ze worden gerecupereerd en afgevoerd als gevaarlijke afvalstoffen of weer ingevoerd in het circuit voor de behandeling van gevaarlijke afvalstoffen.

HOOFDSTUK VI. — *Verzekeringen*

Art. 16. De exploitant is verplicht een verzekeringsovereenkomst te sluiten waarvan het bedrag volstaat om de burgerlijke aansprakelijkheid die uit zijn activiteiten voortvloeit te dekken.

TITEL II. — *Bovengrondse tanks*HOOFDSTUK I. — *Vestiging en bouw*

Art. 17. Bij de vulopening van elke tank wordt een bestendige, goed zichtbare en vlot leesbare identificatieplaat aangebracht waarop de volgende gegevens voorkomen :

- 1° de naam of het merk van de bouwheer;
- 2° het bouwnummer en -jaar;
- 3° de capaciteit van de tank in m³ of in liters;
- 4° de datum van de dichtheidsproef;
- 5° de code van de vervatte vloeibare afvalstof en van de desbetreffende gevaarsymbolen.

Art. 18. De vloeibare afvalstoffen worden opgeslagen in tanks met dubbele wand of in tanks met enkelvoudige wand maar geplaatst in een lekvrije kuip of kuil met de volgende kenmerken :

- 1° de wanden van de kuip vertonen voldoende mechanische weerstand en chemische inertie t.o.v. die vloeistoffen;
- 2° de kuip is van geen enkele opening voorzien, behalve die welke noodzakelijk zijn voor de opslagleidingen en is meer bepaald niet rechtstreeks op een openbare riolering aangesloten;
- 3° de kuip heeft een totale capaciteit gelijk aan of groter dan de hoogste van de volgende waarden :
 - a) de helft van de totale capaciteit van de tanks die ze inhoudt;
 - b) de capaciteit van de grootste tank, verhoogd met 25 % van het totale volume van de overige tanks.

Art. 19. Metalen tanks voldoen aan de bouwnorm NBN EN 12285-2 wat betreft horizontale cilindervormige tanks uit enkelvoudig staal en met dubbele wand en aan de bouwnorm NBN I.03.002 wat betreft het vervoer, de installatie en de aansluiting of de laatste herziening ervan of aan elke andere gelijkwaardige norm.

Art. 20. De tank is uitgerust met :

- 1° een voorziening die elke gevaarlijke interne overdruk of onderdruk belet;
- 2° een voorziening die elke overloop voorkomt en een door het personeel van de inrichting hoorbaar alarmsignaal in werking zet zodra hij voor 95 % van haar nominale capaciteit gevuld is;
- 3° afsluiters en kleppen om hem van de andere tanks en de overige opslagruimte te kunnen scheiden.

Art. 21. De tanks, leidingen en bijbehorende aansluitingen zijn lekvrij om het insijpelen van allerlei vloeistoffen te beletten.

HOOFDSTUK II. — *Exploitatie*

Art. 22. Het is verboden in dezelfde kuip vloeibare afvalstoffen op te slaan die een gevaarlijke reactie kunnen veroorzaken als ze met elkaar in contact komen.

Art. 23. De nodige maatregelen worden getroffen om te voorkomen dat de toevallig verspreide vloeistof de in eenzelfde kuip geplaatste tanks door chemische aanval zou aantasten of beschadigen.

HOOFDSTUK III. — *Controle en zelftoezicht*

Art. 24. § 1. De exploitant zorgt voor de goede staat van de kuip. Hij voert regelmatig controle uit op de dichtheid. De capaciteit van de kuip mag niet verminderd worden door de opslag van andere stoffen.

De exploitant zorgt voor de systematische verwijdering van alle vegetatie die de dichtheid van de kuip in het gedrang kan brengen.

§ 2. De ontoegankelijke tanks en de ingegraven leidingen voldoen aan een dichtheidsproef die uitgevoerd wordt om controle uit te oefenen op de vlotte werking van de lekkagedetectiesystemen of op de eventuele cathodische beschermingen.

De dichtheidscontrole en de diverse verificaties van de installaties voor de opslag van vloeibare afvalstoffen worden door een bevoegde deskundige uitgevoerd.

Ze worden uitgevoerd bij de totstandbrenging en de verplaatsing van de opslaginstallatie, alsook telkens als ze een aanzienlijke wijziging ondergaat.

Om de tien jaar wordt controle uitgevoerd op de dichtheid van de ontoegankelijke tanks en de ingegraven leidingen.

De exploitant verricht jaarlijks :

- 1° een visueel examen van de zichtbare externe delen van de installatie (tank, afsluiters, leidingen, enz.);
- 2° een controle op de vlotte werking van het lekkagedetectiesysteem, de veiligheidsvoorziening tegen overloop, de cathodische bescherming.

Art. 25. De dichtheidsattesten die de bevoegde deskundige voor de verschillende opslaginstallaties aflevert worden op de exploitatiezettel bewaard. Ze liggen voortdurend ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar en worden minstens tien jaar na de emissiedatum ervan bewaard.

HOOFDSTUK IV. — *Herstel na exploitatie*

Art. 26. De tanks die vloeibare afvalstoffen hebben bevat worden geledigd, gereinigd en, in voorkomend geval, schoongespoeld en ontsmet.

TITEL III. — *Ingegraven tanks*

HOOFDSTUK I. — *Vestiging en bouw*

Art. 27. Bij de vulopening van elke tank wordt een bestendige, goed zichtbare en vlot leesbare identificatieplaat aangebracht waarop de volgende gegevens voorkomen :

- 1° de naam of het merk van de bouwheer;
- 2° het bouwnummer en -jaar;
- 3° de capaciteit van de tank in m³ of in liters;
- 4° de datum van de dichtheidsproef;
- 5° de code van de vervatte vloeibare afvalstof en van de desbetreffende gevaarsymbolen.

Art. 28. De vloeibare afvalstoffen worden opgeslagen in tanks met dubbele wand of in tanks met enkelvoudige wand gebouwd uit gewapend thermohardend kunststof of uit roestvrij staal.

De vloeibare afvalstoffen opgeslagen in tanks met enkelvoudige wand die niet uit gewapend thermohardend kunststof of uit roestvrij staal gebouwd zijn worden geplaatst in een lekvrije kuip of kuil met de volgende kenmerken :

- 1° de wanden van de kuip vertonen voldoende mechanische weerstand en chemische inertie t.o.v. die vloeistoffen;
- 2° de kuip is van geen enkele opening voorzien, behalve die welke noodzakelijk zijn voor de opslagleidingen, en is meer bepaald niet rechtstreeks aangesloten op een openbare riolering;
- 3° de kuip heeft een totale capaciteit gelijk aan of groter dan de hoogste van de volgende waarden :
 - a) de helft van de totale capaciteit van de tanks die ze inhoudt;
 - b) de capaciteit van de grootste tank, verhoogd met 25 % van het totale volume van de overige tanks.
- 4° de opgehoogde kuilen worden voorzien van een systeem dat lekkages van de tank automatisch opspoort.

Art. 29. Het is verboden tanks voor ontvlambare afvalstoffen in te graven onder een gebouw of onder de verticale projectie van een gebouw.

Art. 30. Horizontale cilindervormige tanks uit gewoon staal en met dubbele wand voldoen aan de bouwnorm NBN EN 12285-1 of aan de laatste herziening ervan of aan elke andere gelijkwaardige norm.

Art. 31. Horizontale cilindervormige tanks met enkelvoudige uit versterkte thermohardende kunststoffen voldoen aan de norm NBN EN 976-1 wat de bouw betreft en aan de norm NBN EN 976-2 wat betreft het vervoer, de hantering en de installatie of aan de laatste herziening ervan of aan elke andere gelijkwaardige norm.

Art. 32. De tank is uitgerust met :

- 1° een voorziening die elke gevaarlijke interne overdruk of onderdruk belet;
- 2° een voorziening die elke overloop voorkomt en een door het personeel van de inrichting hoorbaar alarmsignaal in werking zet zodra hij voor 95 % van zijn nominale capaciteit gevuld is;
- 3° afsluiters en kleppen om hem van de andere tanks en de overige opslagruimte te kunnen scheiden.

Art. 33. De tanks, leidingen en bijbehorende aansluitingen zijn lekvrij om het insijpelen van allerlei vloeistoffen te beletten.

HOOFDSTUK II. — *Controle en zelftoezicht*

Art. 34. Elke tank en de leidingen ervan voldoen aan een dichtheidsproef die uitgevoerd wordt om controle uit te voeren op de vlotte werking van de lekkagedetectiesystemen of de eventuele cathodische beschermingen.

De dichtheidscontrole en de diverse verificaties van de installaties voor de opslag van gevaarlijke afvalstoffen worden door een bevoegde deskundige uitgevoerd.

Ze worden uitgevoerd bij de totstandbrenging en de verplaatsing van de opslaginstallatie, alsook telkens als ze een aanzienlijke wijziging ondergaat.

Om de tien jaar wordt controle uitgevoerd op de dichtheid van de tanks en de leidingen ervan.

De exploitant verricht jaarlijks :

1° een visueel examen van de zichtbare externe delen van de installatie (tank, afsluiters, leidingen, enz.);

2° een controle op de vlotte werking van het lekkagedetectiesysteem, de veiligheidsvoorziening tegen overloop, de cathodische bescherming.

Art. 35. De dichtheidsattesten die de bevoegde deskundige voor de verschillende opslaginstallaties aflevert worden op de exploitatiezettel bewaard. Ze liggen voortdurend ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar en worden minstens tien jaar na de emissiedatum ervan bewaard.

HOOFDSTUK III. — *Herstel na exploitatie*

Art. 36. De tanks die vloeibare afvalstoffen hebben bevat worden geledigd, gereinigd en, in voorkomend geval, schoongespoeld en ontsmet.

TITEL IV. — *Verplaatsbare recipiënten*HOOFDSTUK I. — *Vestiging en bouw*

Art. 37. Als de afvalstoffen in verplaatsbare recipiënten opgeslagen worden, zijn deze voorzien van informatie ter identificatie van de afval, alsook van de desbetreffende gevaarsymbolen.

Art. 38. § 1. De vloeibare afvalstoffen opgeslagen in tanks met enkelvoudige wand worden geplaatst in een lekvrije retentiebak, kuip of kuil met de volgende kenmerken :

1° de wanden van de kuip vertonen voldoende mechanische weerstand en chemische inertie t.o.v. die vloeistoffen;

2° de kuip is van geen enkele opening voorzien, behalve die welke noodzakelijk zijn voor de opslagleidingen en is meer bepaald niet rechtstreeks aangesloten op een openbare riolering;

3° de kuip heeft een totale capaciteit gelijk aan of groter dan de hoogste van de volgende waarden :

a) de helft van de totale capaciteit van de recipiënten die ze inhoudt;

b) de capaciteit van de grootste recipiënt verhoogd met 25 % van het totale volume van de overige recipiënten.

§ 2. In afwijking van § 1 mogen de verplaatsbare recipiënten geplaatst worden in een lekvrije opslagruimte die aangesloten is op een systeem voor de interne inzameling van de vloeistoffen.

HOOFDSTUK II. — *Exploitatie*

Art. 39. Het is verboden in dezelfde kuip of retentiebak vloeibare afvalstoffen op te slaan die een gevaarlijke reactie kunnen veroorzaken als ze met elkaar in contact komen.

Art. 40. De nodige maatregelen worden getroffen om te voorkomen dat de toevallig verspreide vloeistof de in eenzelfde kuip geplaatste verplaatsbare recipiënten door chemische aanval zou aantasten of beschadigen.

Art. 41. Verplaatsbare recipiënten die vloeibare afvalstoffen hebben bevat of die daardoor besmet werden, worden opgeslagen in een opslagruimte voorzien van een stevige en dichte bekleding die uit vuurvaste en chemisch inerte materialen vervaardigd is.

TITEL V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 42. Dit besluit is van toepassing op de inrichtingen die uiterlijk 1 januari 2008 bestaan.

In afwijking van het eerste lid is artikel 29 niet van toepassing op de bestaande inrichtingen.

Art. 43. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 november 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN